

Eduquer à l'écologie pour lutter contre la précarité

Pourquoi et comment adapter nos pratiques d'Education relative à l'Environnement (ErE) ? Une question que se posent de plus en plus de travailleurs sociaux.

POURQUOI

vouloir sensibiliser à l'environnement les personnes en situation de précarité ?

Pas prioritairement pour l'environnement

« *D'un point de vue environnemental, il vaut mieux être pauvre et ignorant que riche et conscientisé* », nous disent Grégoire Wallenborn et Joel Dozzi¹. La formule, provocatrice, traduit un fait : plus que le niveau de conscientisation, c'est le niveau de revenu qui est le premier déterminant des impacts environnementaux d'une personne. Plus on est riche, plus on pollue. Sur 100 personnes, entre les 25 plus pauvres et les 25 plus riches : la consommation de carburant est multipliée en moyenne par 4 ; l'achat de véhicules par 6 ; les ménages les plus aisés dépensent en moyenne 800 euros/an pour l'électricité, contre 350 euros pour les revenus les plus faibles.

Dès lors, pour améliorer l'état de l'environnement, il est plus efficace de s'adresser aux plus hauts revenus. Certes, un projet environnemental mené auprès de personnes défavorisées participera de façon collatérale à la protection de l'environnement. Néanmoins, il semble non seulement inefficace mais également inéquitable d'en faire un objectif prioritaire. La réelle plus value de l'ErE dans des contextes sociaux difficiles sera d'éduquer « par » l'environnement, non « pour » l'environnement.

Parce que l'ErE, c'est un droit

« *L'avenir, beaucoup en sont privés. Il est nécessaire de se l'inventer, de se donner du temps pour se donner de l'avenir. Tentons la rencontre entre les enjeux de l'environnement et ces publics en situation de précarité dans son sens le plus large, pour permettre une première conquête, avec eux. Une conquête de temps, de créativité, et d'un peu de marge. Au delà de la question des comportements et des politiques, l'environnement est un moyen pour chercher du sens. Ce serait incroyable de ne pas discuter avec eux de ce qui les concerne au premier plan* », souligne Christine Steinbach, des Equipes Populaires². On pourrait d'ailleurs poser la question à l'envers : pourquoi ne serait-il pas important de travailler avec les groupes sociaux précarisés sur les questions d'énergie, de climat, de nature, de cadre de vie, de mobilité ? C'est leur droit, sans aucun doute, de pouvoir y prendre part³.

Parce qu'on nous le demande

« *A l'origine, nous travaillons avec des personnes en situation de précarité parce qu'on nous l'a demandé* », ironise Etienne Cleda, de l'asbl Empreintes - CRIE de Namur. Il souligne par là l'importance du mandat donné par les pouvoirs publics, l'association partenaire ou les participants. Cela évoque une difficulté parfois rencontrée : l'obligation de participer. L'enfer étant pavé de bonnes intentions, Luc Lefèbre, de Luttes

D'abord, un triple constat. **Un** : parfois vécu comme facteur d'exclusion par les personnes en situation de précarité (en matière d'énergie, d'alimentation, de cadre de vie...), l'environnement peut devenir un puissant levier d'émancipation et de lutte contre cette précarité, moyennant quelques précautions. **Deux** : le secteur de l'éducation à l'environnement et le secteur social se méconnaissent encore largement, même si le social aborde de plus en plus les questions environnementales. **Trois** : de nombreuses associations d'Education relative à l'Environnement (ErE) manifestent leur volonté d'orienter certaines de leurs actions vers les personnes en situation de précarité, actuellement encore peu touchées.

Pour étayer ce constat et faire progresser les pratiques, le Réseau IDée a organisé, en 2012 puis 2014, des journées de rencontres entre professionnels des deux secteurs. Les dernières ont rassemblé sur quatre jours quelque 250 personnes, pas seulement des professionnels, mais aussi ceux que l'on appelle de façon condescendante « les bénéficiaires ». Ensemble, ils ont tenté de répondre à la question : « Pourquoi et comment adapter nos pratiques d'Education relative à l'Environnement (ErE) à des personnes en situation de précarité ? ». Les éléments qui suivent sont en partie tirés de ces nombreux échanges.



environnement contre la précarité

Education relative à l'Environnement (ErE) avec des personnes en situation de précarité ?
Rôles sociaux et d'acteurs de l'ErE. Pistes de réponse.

Solidarités Travail (LST), insiste sur l'importance que la demande, la construction et les objectifs du projet viennent surtout « du bas » : « Notre seul mandat, c'est celui que nous donnent ces familles qui luttent au quotidien pour survivre. Si les processus d'ErE ne sont pas intégrés dans les pratiques de résistance à la

d'énergie : « C'était le seul endroit où je pouvais trouver des solutions concrètes pour me chauffer en plein hiver. »⁵ Parfois aussi l'environnement est utilisé comme porte d'accès vers l'emploi.

« Être pauvre dans une société inégalitaire, c'est être inclus dans cette société mais du mauvais côté de la balance. Nous préférons parler d'exploitation et non d'exclusion. »

Luc Lefèbvre, Luttes Solidarités Travail

misère développées par les plus pauvres, il y a de grands risques de reproduire des pratiques éducatives aliénantes, qui colonisent les esprits.» Une référence non dissimulée au pédagogue Paulo Freire, auteur de *La Pédagogie des opprimés*⁴, selon lequel « personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde. »

Pour répondre à des besoins primaires

L'objectif le plus fréquemment cité par les travailleurs sociaux est de répondre à des besoins primaires, liés à la réalité de vie des participants. Réduire l'impact de l'énergie ou de la mobilité sur les budgets des ménages, manger sainement à petit prix. L'ErE est alors souvent vue comme un moyen d'acquiescer les bons gestes permettant de faire des économies. « Travailler la terre avec des personnes précarisées, c'est stimuler l'autoproduction et l'autonomie alimentaire, ce qui est une force en temps de crise », nous disait un travailleur social lors des Rencontres de l'ErE 2014. Pour cette participante à un projet d'économie

Pour favoriser le développement et le bien-être de la personne

L'Education relative à l'Environnement (ErE) ou à la nature peut aussi renforcer chez la personne sa capacité d'agir dans et sur sa propre vie, de tendre à son bien-être, à son émancipation ou à son inclusion sociale, lui procurer du plaisir et lui permettre de s'enraciner. Une participante au projet Eco-Watchers témoigne⁶ : « L'énergie "extérieure" - chauffage, électricité, gaz... - n'était plus tellement importante car notre énergie "intérieure" - celle du cœur - a commencé à fonctionner et on a pu baisser le chauffage... ». Myriam Willocx, du Domaine de Mozet, mène des projets nature avec personnes en difficulté (voir article p.11) : « C'est un espace où ils sont libres, où on ne demande pas de performance, où on part de leurs capacités et de leurs savoirs, explique. L'émerveillement de découvrir une vie insoupçonnée l'emporte, l'espace d'un moment, sur les difficultés de leur vie à eux. »

Précarités : de quoi parlons-nous ?

La pauvreté a au moins deux visages : celui d'une personne issue d'une famille pauvre et dont les enfants aussi risquent d'être pauvres, c'est la pauvreté dite « de condition » ; et celui de plus en plus fréquent de la personne qui tombe dans la pauvreté à la suite d'accidents de la vie (maladie, perte d'un emploi, séparation...), une pauvreté dite « de circonstance » qui, si elle s'installe et se transmet, peut devenir à la longue « de condition »*.

« Il y a une diversité de précarités économiques et sociales, souligne Anne Leclercq, du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté. En Belgique, environ 15% de personnes vivent sous le seuil de pauvreté (seuil fixé à 60% du revenu médian), dont 5% de travailleurs. Elles se posent des questions sur l'environnement et la société de consommation. Mais en même temps, il faut un smartphone pour être "normal" dans cette société qui les exclut. On parle beaucoup de privation matérielle, mais il y a aussi des personnes qui ne se reconnaissent pas le droit d'aller au théâtre, elles ne s'y sentent pas bien. Nous devons en tenir compte dans nos démarches éducatives. »

Dans la précarité, il n'y a en effet pas que le manque de capital économique. Il peut aussi y avoir un déficit de capital culturel, social et symbolique, concepts sociologiques introduits par Pierre Bourdieu : manquer de titres scolaires ou de biens culturels, avoir des difficultés à s'exprimer en public, ne pas se sentir « reconnu », ne pas être inséré dans un réseau de relations qui permet de trouver de l'aide, de se sentir « à sa place », d'accéder à l'information et de pouvoir la décoder... Autant d'éléments issus de l'environnement familial ou du système scolaire, et qui donnent un certain pouvoir à la personne. A défaut, en être privé peut amener une triple perte de confiance : perte de confiance en soi, en autrui, en l'avenir. En la matière, les acteurs de l'éducation ont un rôle particulier à jouer.

* Isabelle Franck, « Passer du eux au nous », Vivre Ensemble Education, 2011

Pour créer du lien social

« Pour moi, travailler l'alimentation avec des personnes en situation de précarité, c'est faire société dans quelque chose de très intime »⁷. Au delà du développement individuel, les projets d'ErE peuvent aussi participer au développement communautaire des groupes précarisés. Favoriser le contact entre les personnes (parfois différentes par leur culture ou leur milieu), rompre l'isolement, tisser du lien, renforcer le sentiment d'appartenance à un quartier, à un espace.

« Le public compte plus que le message »

Christine Steinbach, Équipes Populaires

Christian Dave - qui mène des activités nature avec des groupes issus de CPAS, des demandeurs d'asile, ou encore des détenus - souligne l'importance d'offrir l'accès à un plaisir gratuit : « Cela a débouché sur des ressentis de solidarité, des dynamiques collectives, d'entraide, d'efforts, de tolérance... Des émotions, l'expression d'un bien-être personnel, l'oubli des soucis, un temps en dehors du temps ». Avec la difficulté qu'ensuite, il faut bien rentrer chez soi, retourner à ses soucis quotidiens.

Pour le changement social et la justice environnementale

Les personnes précarisées sont les dernières responsables et les premières victimes d'un environnement dégradé. Par exemple, chez nous, les catégories de personnes possédant le moins de voitures sont celles qui sont le plus exposées au bruit des routes et à la pollution liée aux transports. Plus on est pauvre, moins on a le choix de son lieu de vie. « Le mandat des acteurs de l'ErE, n'est-ce pas aussi de travailler avec les gens, les accompagner, pour revendiquer une égalité de droit au niveau environnemental ?! », interroge Etienne Cléda, de l'asbl Empreintes - CRIE de Namur. Plus que de leur parler de leurs devoirs - d'éco-consommer, de trier, de prendre soin de la planète - les éducateurs environnementaux devraient prioritairement outiller les plus fragiles pour qu'ils puissent défendre collectivement leur droit, sans cesse bafoué, à un environnement sain et à une éducation à l'environnement adaptée. Parler de droit plus que de devoir.

Loredana Tesoro, travaillant pour l'asbl Rouletabille et la Maison médicale du Laveu : « Dans l'ErE, il y a cette croyance que c'est la somme des gestes individuels qui vont apporter du changement. La demande individuelle susciterait une offre différente. C'est une pensée assez néolibérale. » Elle invite alors à être à la fois « humbles et un peu plus révolutionnaires ».

Ainsi un dernier objectif potentiel des projets d'ErE menés avec des personnes en situation de précarité est de développer le « pouvoir agir » et une vision positive de soi en tant qu'acteur de la société et du changement social. C'est la dimension socio-politique. On est ici au cœur de l'éco-citoyenneté, qui se traduira par diverses approches : mise en place d'alternatives, participation citoyenne, militance, résistance, désobéissance, revendication... C'est aussi lutter contre les injustices en outillant les personnes précarisées dans l'émergence et la défense de leurs droits socio-environnementaux. Un objectif important, mais qui nécessite sans doute des étapes préalables, axées sur le développement individuel (confiance en soi) et communautaire (action collective). Cela appelle un changement d'échelle, où la personne se rend compte - grâce à un accompagnement adapté - que son cas individuel est une situation partagée par de nombreux autres.

Ce type d'action, moins fréquent sous nos latitudes, est primordial. Car cela permet de rééquilibrer, petitement, progressivement, les rapports de force, d'approfondir la démocratie, en veillant à ce que les priorités et difficultés de tous puissent être prises en compte. C'est donner un droit de cité, donner de la voix aux sans-voix.

Christophe DUBOIS

¹ G. Wallenborn & J. Dozzi, dans « Environnement et inégalités sociales », Ed. de l'Université de Bruxelles, 2007, pp. 47-59.

² Intervenant lors de la journée de bilan des Rencontres de l'ErE 2014.

³ Lire à ce propos Miguel Melendro, professeur de la Chaire Unesco d'éducation environnementale et développement durable de l'UNED (Madrid), interrogé dans le Symbioses n°80, 2008

⁴ Pour saisir l'essentiel de cet ouvrage, téléchargez la (re)lecture proposée par le magazine N'AUTRE école : http://www.cnt-f.org/fte/IMG/pdf/pedagogie_des_opprimes.pdf

⁵ Livret Capacitation citoyenne, « Éco-Watchers - Traque aux énergivores », éd. Periferia, 2013. Présenté lors des Rencontres de l'ErE 2014

⁶ ibid.

⁷ Un participant aux Rencontres de l'ErE 2014, animation « Premiers pas ».

interview minute

Au Réseau IDée, François Beckers conseille de nombreux professionnels souhaitant mener des projets d'éducation à l'environnement avec des personnes précarisées. Quelles sont pour lui les difficultés les plus souvent rencontrées ?

« Il est dangereux de catégoriser les personnes, car cela tend à gommer les différences et à les réduire à quelques traits. Néanmoins, il y a certaines particularités souvent - mais pas exclusivement - rencontrées chez les personnes en situation de précarité. Rien d'insurmontable, mais il faut en tenir compte. Par exemple, certaines peuvent manquer de connaissances de base, avoir des difficultés à lire, à s'exprimer. Cela ne veut pas dire qu'elles n'ont pas de savoirs ou d'expertises ! Chez les personnes très isolées ou déstructurées, on peut aussi rencontrer des difficultés de ponctualité, de régularité, de mobilité, ou d'interaction avec les autres (oser prendre la parole, écouter, faire des compromis). Tout cela influe sur la dynamique collective. La vie de groupe n'est pas innée, quelque soit notre niveau socio-économique. Il y a souvent une période de mise en confiance entre l'intervenant éducatif et le groupe. Cette période peut être intégrée consciemment dans le processus du projet par des animations pour mieux se connaître et s'appréhender, ou par un partenariat avec une association de terrain ou une personne de confiance.

Par ailleurs, si certaines personnes en situation de précarité sont avides de s'engager sur la durée, pour s'en sortir et se sentir utiles, chez d'autres, en situation d'urgence, pouvoir s'engager sur un projet de plusieurs jours, mois ou années peut être une difficulté. Fixer des étapes au fur et à mesure de l'état d'avancement du projet peut alors faciliter l'adhésion.

Enfin, dans le cadre d'une collaboration entre organisation du secteur social et association environnementale, il est important, voire primordial, de bien s'accorder entre travailleurs sur les objectifs que chacun recherche, de se donner du temps pour s'assurer que l'on met bien le même sens derrière les mots et les pratiques. »



COMMENT FAIRE ?

Ceci n'est pas une recette. Ce sont des ingrédients. Ils n'y sont pas tous et la façon de les agencer peut varier fortement. Rien de normatif. A chacun de doser et d'oser.

- 🌐 Préciser au préalable la posture de l'éducateur : accompagnateur, animateur, tuteur ou participant parmi les autres participants ?
- 🌐 Collaborer entre structures sociales et environnementales, réseauter au niveau local, s'inspirer de l'existant.
- 🌐 Travailler les 4 C* : confiance, considération, créativité, citoyenneté participative.
- 🌐 Faire « par, pour, avec » les personnes, dès la conception et durant tout le développement.
- 🌐 Dynamique de (petit) groupe, co-construire, prendre en compte la parole de chacun.
- 🌐 Valoriser les savoirs et les échanges d'expériences entre participants. Chacun est expert de sa vie, de ses problèmes mais aussi de ses solutions.
- 🌐 Installer la convivialité et un climat de confiance (temps d'accueil, respect de la parole, ouverture à la diversité culturelle et sociale...).
- 🌐 Faire du sur-mesure, s'adapter aux personnes et aux terrains.
- 🌐 Prendre en compte la parole de chacun et gérer les éventuelles prises de pouvoir au sein du groupe.
- 🌐 Faire témoigner les participants à l'extérieur peut être un outil d'émancipation (*voir méthodo p.10*).
- 🌐 Passer du besoin au plaisir, éviter les approches culpabilisantes.
- 🌐 Changer d'échelle. Partir de l'individuel (ce que je ressens) pour aller vers le collectif (ce que nous pouvons faire ensemble).
- 🌐 Prendre du temps, installer un processus long.
- 🌐 Agir sur les facteurs déterminants (ex : en matière de consommation d'énergie, la qualité du logement - et son isolation - est souvent plus déterminante que les comportements des habitants).
- 🌐 Utiliser l'environnement comme outil de développement de la personne et du groupe, en diversifiant les manières de s'ouvrir au monde : l'imaginaire, l'expérientiel, le cognitif, le sensoriel. Autres ingrédients utiles : l'identification à un territoire, le lien à la nature, l'action sur son cadre de vie, l'enracinement.
- 🌐 Etre humble et patient.

* Formule utilisée par les Equipes Populaires (*voir article p. 15*)